

Résolution Stopper le démantèlement de la Poste – Non à la privatisation de PostFinance
Le Conseil fédéral propose au Parlement de privatiser PostFinance et de supprimer en contrepartie l'interdiction d'octroyer des crédits et hypothèques. Cela ne résoudrait pas les problèmes, mais en créerait de nouveaux.

syndicom pose les revendications suivantes:

- **PostFinance doit rester entièrement en mains de la Poste.**
- **L'interdiction d'octroyer des crédits et hypothèques doit être levée.**
- **La Confédération doit accorder une garantie de capital illimitée, afin que PostFinance puisse satisfaire aux exigences de l'autorité de surveillance des marchés financiers (Finma).**
- **PostFinance et RéseauPostal doivent continuer à fournir ensemble le mandat de service universel en matière de trafic de paiements.**
- **La Confédération doit renoncer aux 50 millions de dividendes versés par la Poste.**

Développement

La Poste Suisse est l'une des rares entreprises postales européennes, qui peut remplir de manière rentable le mandat de service universel qui lui a été confié. Cela alors même que des exigences élevées sont liées au mandat. La clé de ce succès repose sur le lien étroit entre les mandats de service universel en matière de trafic de paiements et les prestations postales. Avec RéseauPostal, tous deux disposent du même partenaire de distribution sur l'ensemble du territoire.

Mais après que de grandes banques comme l'UBS ont dû être sauvées lors de la dernière crise financière, la Confédération a fixé des prescriptions plus strictes en matière de fonds propres, qui sont désormais appliquées par la Finma. Tandis que des banques, telles que la banque cantonale zurichoise, se conforment à ces prescriptions avec leur garantie de l'Etat, le Conseil fédéral ne veut accorder une garantie de capital à PostFinance que pour une durée limitée et exige une autre solution. En conséquence, PostFinance devrait constituer des réserves supplémentaires d'environ 3 milliards de francs. Or la Poste ne peut pas les financer. Pour résoudre la problématique, le Conseil fédéral propose donc un approvisionnement sur les marchés de capitaux privés, c.-à-d. la vente de PostFinance. C'est absurde, d'autant que toute une série de problèmes se poseraient.

- PostFinance ne ferait plus partie du groupe Poste.
- Les investisseurs privés pourraient être plus intéressés par les 2,7 millions de données clients que par le service public. PostFinance risquerait de connaître le même sort que la deutsche Postbank: intégration, puis dissolution.
- RéseauPostal perdrait un de ses principaux partenaires et devrait fermer la quasi-totalité de ses offices de poste. Le service universel serait globalement affaibli.
- Le service universel serait globalement affaibli.

Il est vrai que la rentabilité de PostFinance doit être améliorée. Pour cela, PostFinance doit être mise sur un pied d'égalité avec les autres banques, ce qui implique la levée de l'interdiction de crédit et d'hypothèque, et ce également dans l'intérêt de ses clients.